

Palestine-Israël Histoire

Partie 2 2/2

Category: Arguments et analyses
écrit par jmfouquer | 4 mars 2024

Nous avons toujours besoin de repères historiques pour comprendre la situation actuelle en Israël et en Palestine. Deux camarades se sont attelés à cette tâche. Nous avons divisé ces repères chronologiques en plusieurs articles. Ici 2^de partie « De la Nakba aux prémices d'un processus génocidaire (1947-2023) » 2/2

Palestine – Israël 2^de partie 2/2

De la Nakba aux prémices d'un processus génocidaire (1947-2023)

Par **Jacques Fontaine**, le 23-02-2024.

II La construction de l'État colonial israélien et la marginalisation des Palestiniens (1949-1967)



Le premier Premier ministre israélien, David Ben Gourion, déclare la création de l'État d'Israël en 1948.
La photo accrochée au mur au-dessus de Ben Gourion représente Theodor Herzl, le fondateur du mouvement sioniste.

Proclamation de l'État d'Israël en 1948

Contrairement à la période précédente, qui fut une période de

feu et de sang, cette nouvelle période fut beaucoup plus calme, même si, parfois, les braises qui couvaient sous la cendre faisaient éruption. La paix n'était pas au rendez-vous, aucun État arabe, pour qui l'amputation d'une partie de la terre arabe relevait de l'inacceptable, n'était prêt à reconnaître Israël. Aucun traité de paix n'était possible, ce qui ne posait pas un problème insurmontable à l'État hébreu qui profitait de cette période de paix pour se construire et développer une immigration importante, tout en marginalisant de plus en plus « ses » Arabes.

L'immigration fut très importante 1948 à 1951, près de 700 000 personnes en 4 ans, soit plus que le doublement de la population ; ces migrants venaient très majoritairement d'Europe, mais avec une forte croissance des Juifs asiatiques (notamment Irakiens) en 1950 et plus encore 1951. Mais ces flux se tarirent dès 1952 (25 000 arrivées) et oscillèrent aux alentours d'une moyenne d'une quarantaine de milliers par an jusqu'en 1967. Israël décida donc d'une politique d'immigration plus dynamique basée sur le rôle d'associations sionistes locales soutenues par le Mossad dans différents pays arabes : on peut signaler le rôle de l'organisation d'autodéfense Misgeret créée au Maghreb au milieu des années cinquante.

Au Maroc, les contacts du Mossad avec Hassan II aboutirent, dès 1961, à un accord dans lequel Israël s'engageait à verser aux « autorités » chérifiennes une indemnité de 100 à 250 dollars par personne immigrant en Israël ; cet accord concerna plus de 96 000 Juifs marocains¹Fontaine J., *Le Maroc, allié arabe privilégié d'Israël*, Palestine Solidarité n° 80, avril 2022. On peut aussi citer l'ouvrage de Sonia Devillers²Devillers S., 2022, *Les exportés*, Flammarion, 274 pages où elle décrit les pratiques de la dictature stalinienne roumaine qui a « exporté » en France sa mère et sa grand-mère alors que d'autres familles juives étaient « exportées » en Israël dans les années cinquante, moyennant une compensation

financière pour le régime roumain. Malgré ce ralentissement de l'immigration, mais grâce à une natalité élevée, la population israélienne va continuer à augmenter rapidement et atteindre 2 300 000 habitants en 1965.



Carte de partition de la Palestine en 1947-1948

À partir de l'été 1949, Israël dispose d'un territoire de plus de 20 000 km² qui représente près de 80 % de la Palestine historique avec une population palestinienne réduite à 140 000 personnes qui doit vivre sous la férule d'une armée triomphante. Les « Arabes israéliens », comme on les appelait à l'époque, ont obtenu la citoyenneté israélienne en 1952, mais ont dû subir un régime militaire discriminatoire jusqu'en 1966. Le pouvoir israélien a donc les mains libres pour lancer une politique de dés-arabisation qui se traduit d'abord par une politique de dépossession foncière menée systématiquement et dont la base est la loi « des absents et des propriétés abandonnées (*Absentees' Property Law*) », votée en 1950. Cette loi a permis l'appropriation « légale » de toutes les terres détenues antérieurement par les Palestiniens réfugiés qui passent sous le contrôle de l'État colonial ou du Fonds national juif (ou KKL). De ce fait, alors qu'avant 1948, les Juifs possédaient moins de 6% de l'ensemble de la superficie foncière de la Palestine, l'État d'Israël (avec le KKL) va détenir 93 % de son espace, ne laissant que 7 % à la propriété privée (dont seulement 3 % aux Palestiniens d'Israël qui, eux aussi, seront dépossédés de l'essentiel de leurs terres). Les terres d'État, inaliénables, sont louées à des particuliers selon un bail emphytéotique dont la durée peut varier entre 49 et 99 ans³Fontaine J., 2024, *De la destruction des paysages arabes traditionnels de Palestine à la création des nouveaux paysages coloniaux israéliens, ou comment réaliser un spatio-cide ?* À paraître, Faculté des lettres de la Manouba, Tunis.

Outre la construction institutionnelle qui, en l'absence de Constitution, se fait par une succession de lois fondamentales, Israël développe une économie sur les bases déjà prévues par le Yichouv dans la période coloniale britannique. Au début l'agriculture collective est privilégiée (kibboutz, moshav) mais, en milieu méditerranéen, voire semi-aride, la question de l'eau déjà soulevée par T. Herzl⁴Herzl, T., 1896, *L'État des Juifs*, et 1902, *Altneuland*, est

primordiale et dès 1953, Israël entreprend la construction, à partir du lac de Tibériade, d'un canal d'irrigation pour la plaine côtière et le nord du Neguev, au grand dam des pays arabes (et notamment de la Syrie et de la Jordanie) qui se voient dépossédés d'une partie de leurs ressources aquatiques⁵Fontaine J., 2016, L'eau, enjeu du conflit israélo-palestinien, les Cahiers de l'AFPS n°22 (troisième édition), 96 p..

Dans cet espace proche-oriental qui lui est particulièrement hostile, la défense est une priorité pour l'État hébreu qui s'appuie principalement sur les États-Unis et la France. Shimon Pérès, vice-ministre de la Défense, a pour objectif le développement d'un programme nucléaire. Il noue d'étroites relations avec Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur puis de la Défense (1956) et Guy Mollet qui deviendra premier ministre en 1956.

On dit qu'il « est chez lui » au ministère français de la Défense. La France signe un accord pour la construction d'un réacteur nucléaire de 24 mégawatts à Dimona et la livraison d'avions de combat à réaction. Israël pourra développer son programme d'armes nucléaires grâce à ses relations au sein de l'Internationale socialiste.

Une dizaine d'années après la Nakba, chez des militants de la diaspora palestinienne, commence une réflexion qui aboutira, en 1959, à la création au Koweït du Fatah, dont Yasser Arafat prend la direction. Il intègre l'OLP dès sa création par la Ligue arabe (1964). À partir de 1965, le Fatah développe une action militaire progressive contre Israël, ce qui lui vaut le soutien croissant de la diaspora palestinienne et le renforcement de son rôle au sein de l'OLP dont il devient petit à petit l'élément déterminant.

III 1967 : Vers le retour du religieux

L'année 1967 est une année charnière, non seulement par la

guerre qui permet à Israël de parachever la conquête de la Palestine « de la mer au Jourdain », mais parce qu'elle marque une rupture fondamentale dans l'histoire du Proche-Orient, rupture qui explique largement ce qui va se produire jusqu'à aujourd'hui.

III.1 La guerre de juin 1967

Cette guerre n'arrive pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis quelque temps, des frictions avaient lieu avec la Syrie au sujet de l'une des sources du Jourdain, tandis que Nasser remplaçait les Casques bleus, présents depuis 1956 à la pointe méridionale du Sinaï par des forces égyptiennes, menaçant ainsi l'accès au port israélien d'Eilat. Le pouvoir israélien se montrait inquiet devant l'importance des armées égyptiennes et syriennes et distillait des messages qui renforçait les craintes de la population. L'état-major, sûr de la valeur de ses troupes et de la qualité de son matériel, ne disait rien, mais restait serein.



Prisonniers de guerre égyptiens durant la guerre des six jours de 1967

La suite lui donna raison : en moins d'une semaine, les armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes sont balayées, l'État d'Israël a multiplié sa superficie par 4 et s'étend désormais

du canal de Suez au plateau du Golan, à 50 km de Damas.

La situation pour les pays arabes, et en particulier pour l'Égypte, est catastrophique : l'humiliation est pire qu'en 1949 ou 1956. Nasser annonce sa démission dès le 9 juin, mais la reprend le lendemain sous la pression de la rue. Il a perdu une grande partie de son aura au profit de Fayçal, roi d'Arabie Saoudite, et décède en 1970. Pour les Palestiniens, la situation est dramatique : environ 300 000 ont quitté leur terre de Gaza et de Cisjordanie (sur 1 400 000) et se sont réfugiés dans les pays voisins, mais ne peuvent bénéficier du statut de l'UNRWA et les autres sont colonisés par Israël.

III. 2 Le développement du messianisme juif et des partis religieux en Israël

La victoire de juin 1967 apparaît à la population israélienne, et plus encore à certains religieux, comme « miraculeuse ».

Alain Dieckhoff⁶Cité par Gilles Paris, *Le Monde*, 11-01-2024 explique « ... il s'est passé quelque chose de l'ordre du miracle avec la guerre des Six-jours. Elle n'apparaît pas seulement à cette jeune génération sioniste religieuse comme une victoire militaire, mais elle comporte également à leurs yeux une dimension religieuse avec la récupération des hauts lieux de la mémoire juive. C'est ce qui fait qu'il est impératif pour eux de développer une présence juive en Judée-Samarie.»

Dès lors, l'affrontement entre la « gauche sioniste » moderniste et les droites, qu'elles soient issues du courant révisionniste (Likoud) ou du courant religieux messianique, devient inévitable. Cet affrontement se fait en plusieurs étapes et, à chaque étape, la « gauche sioniste » régresse et renie ses valeurs alors que l'extrême droite de Netanyahou et les partis fascisants de Ben Gvir et de Smotrich ne font que se développer et envisager le pire pour les Palestiniens, c'est-à-dire, au mieux le nettoyage ethnique (une nouvelle Nakba, encore plus catastrophique que celle de 1948-49), au

pire la poursuite et le développement du génocide déjà en cours.

III. 3 De l'échec du nationalisme arabe au renforcement de l'OLP

La guerre israélo-arabe de 1967 marque aussi, et cela est capital, l'échec du nationalisme arabe – et plus largement musulman – face à l'expansionnisme israélien soutenu par les puissances occidentales, et en particulier les États-Unis, qui n'hésitent pas à fournir des armes à Israël en utilisant leurs bases situées dans certains pays arabes comme le Maroc et la Libye.

Pour les Palestiniens, l'échec des armées des « pays frères » amène à un changement de stratégie : désormais, les dirigeants du mouvement nationaliste (c'est-à-dire, à l'époque, la direction de l'Organisation de libération de la Palestine [OLP]) décident de « compter sur leurs propres forces », et c'est ainsi que l'OLP constitue une véritable force militaire basée dans un premier temps en Jordanie, puis au Liban. Cela ne manque pas de poser des problèmes internes à ces pays : massacre de Palestiniens sur l'ordre de Hussein de Jordanie lors du « Septembre noir » de 1970, puis guerre civile libanaise à partir de 1975 et agression israélienne de 1982.

L'échec de 1967 n'est pas seulement militaire, il est aussi idéologique : le recul du nationalisme profite rapidement, mais avec des temporalités différentes selon les pays, aux mouvements imprégnés par un islam revendicatif bien souvent issu de la mouvance « frériste », au moins dans un premier temps. C'est ainsi que dans les années 1970, de nombreux groupes connus sous le nom générique de Gamaa al-Islamiya se développent en Égypte, avec le soutien de Sadate (qui avait succédé à Nasser), qui les utilise pour marginaliser la gauche et les nassériens. Certains mènent une action politico-religieuse, d'autres se lancent dans la lutte armée à la fin des années 1970, en particulier le Jihad islamique qui

organise l'assassinat de Sadate en 1981⁷Fontaine J., 2021, L'échec des nationalismes arabes et l'essor de l'islamisme, Cause commune n° 24.

III.4 La guerre d'octobre 1973

L'attaque surprise syro-égyptienne d'octobre 1973 permet de rebattre les cartes et laver l'humiliation de 1967, mais ne change pas fondamentalement la donne. Certes, l'Égypte, lors des négociations de Camp David de 1978, signe un traité de paix avec Israël qui lui permet de récupérer progressivement le Sinaï. Mais la partie du traité, qui mentionnait la situation des Territoires palestiniens occupés, ne fut jamais mise en œuvre, leur situation intéressant peu les Égyptiens et moins encore l'État colonial israélien.

IV La paix rêvée, mais impossible

IV.1 L'OLP, un acteur dominant

Constituée de différents groupes politico-militaires, l'OLP est le mouvement de résistance armée représentant toutes les composantes du peuple palestinien. En réalité, seuls trois groupes disposent d'une base significative dans la société palestinienne : Fatah, FPLP, FDLP. Yasser Arafat a dirigé l'OLP pendant 35 ans, de 1969 à sa mort en 2004⁸Palestine Solidarité n° 82, octobre 2022, Fiche de formation.

Pendant une vingtaine d'années (de 1967 à 1988), la stratégie de l'OLP est marquée par la primauté de la lutte armée, malgré des divergences entre organisations. Cette stratégie a permis de faire connaître la juste lutte du peuple palestinien et, en 1974, l'Assemblée générale des Nations unies a accordé à l'OLP le statut d'observateur. Mais cette stratégie a subi aussi deux revers importants : le « Septembre noir » de 1970 en Jordanie et l'invasion du Liban par l'armée israélienne en 1982.

Suite à cette guerre, une réflexion sur l'intérêt et les

limites de la lutte armée est menée au sein de l'OLP et en 1988, l'OLP reconnaît le droit d'Israël à vivre « en paix et en sécurité ». Depuis lors, l'OLP est reconnue comme le partenaire palestinien des négociations pour le règlement du conflit israélo-palestinien.

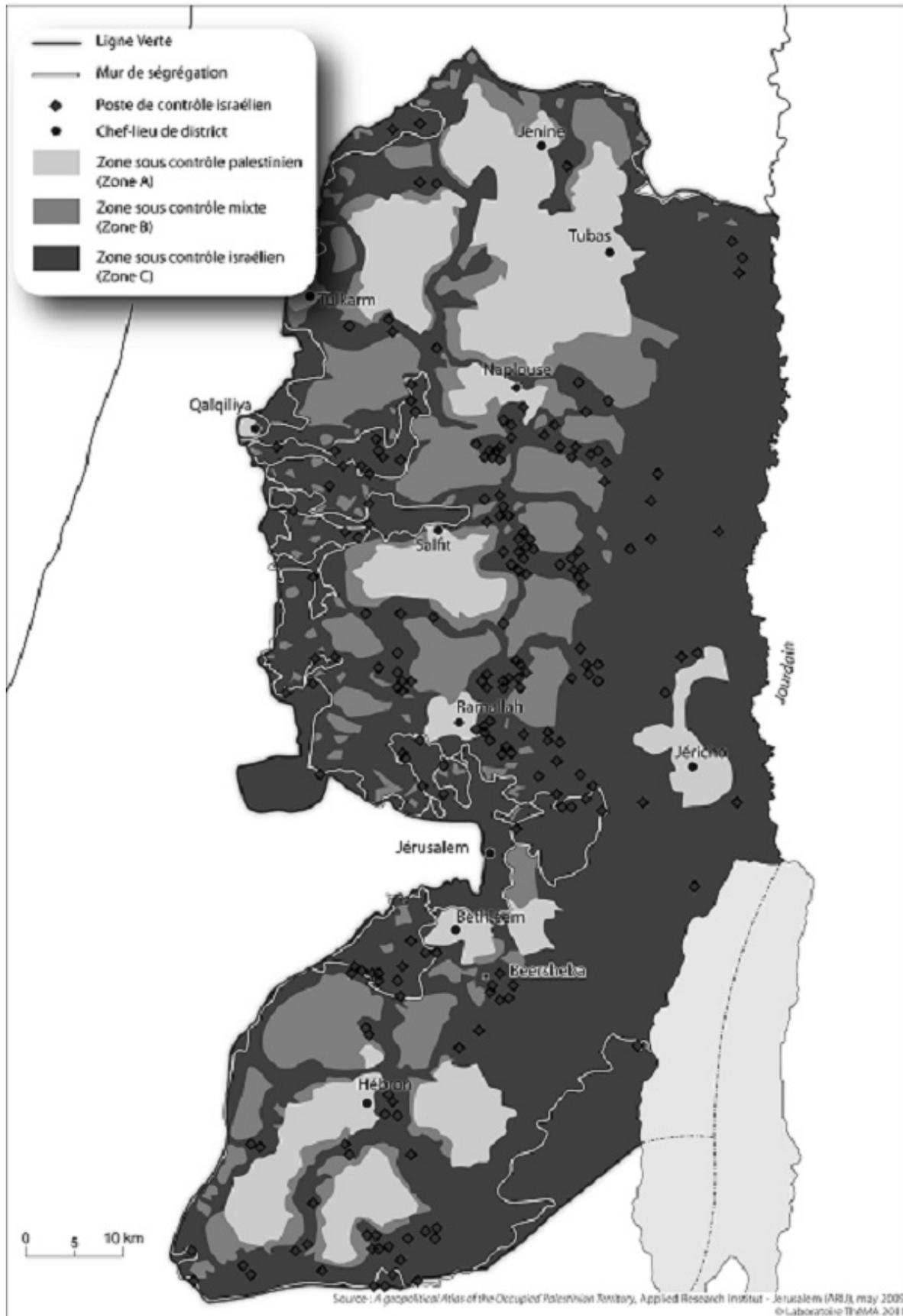
IV.2 Le changement de stratégie des Frères musulmans

Dans les années 60 et 70, les Frères musulmans privilégient la réislamisation de la société à la résistance active à Israël qui, pour eux, est seconde, ce qui satisfaisait les Israéliens qui approuvent la création d'une « Association islamique » dirigée par un cheikh infirme, Ahmed Yassine. Petit à petit, la question de la lutte armée devient plus prégnante chez les Frères et des petites cellules militaires sont formées au début des années 80. Créé début décembre 1987 à Gaza, le Hamas joue un rôle important dans la première intifada, d'abord à Gaza, puis en Cisjordanie, sans que cela pose question aux dirigeants israéliens qui voient dans le Hamas un moyen de contrer l'OLP.

Dans la logique de sa Charte, le Hamas s'oppose aux négociations de paix menées à Oslo, ce qui entraîne Israël à prendre ses distances avec lui en 1993. En mars 1994, il annonce une campagne d'attentats-suicides. A la multiplication des attentats pendant la seconde intifada, Israël réplique par des arrestations et des assassinats, ce qui n'empêche pas le Hamas d'être de plus en plus populaire, à Gaza comme en Cisjordanie⁹Fontaine J., 2023, [Origine et développement du Hamas](#), site d'ENSEMBLE!.

IV.3 Les accords d'Oslo : un projet bancal rejeté par Israël

Figure 12 - Le morcellement du territoire palestinien (Cisjordanie) par les Accords d'Oslo (situation en 2009)



XIV

Mocellement du territoire palestinien par les accords d'Oslo

La signature par l'OLP et le gouvernement israélien des accords dits d'Oslo le 13 septembre 1993 a ouvert un réel espoir, mais qui ne s'est jamais concrétisé en raison des insuffisances du projet (par exemple, l'OLP reconnaît l'État d'Israël, mais Israël ne reconnaît ni l'État de Palestine, ni même le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ; Israël n'arrête pas la colonisation pendant la période intérimaire de 5 ans ; après le massacre de 29 Palestiniens dans la mosquée d'Hébron par un colon extrémiste, le gouvernement israélien ne prend pas de mesures contre les colons, mais contre les Palestiniens...). L'assassinat d'Itzhak Rabin par un colon extrémiste le 4 novembre 1995 clôt, de fait, le processus d'Oslo et ce n'est évidemment pas la droite qui a appelé au meurtre de Rabin qui va le relancer quand elle revient au pouvoir en 1996.

Les principaux résultats des accords d'Oslo sont catastrophiques pour les Palestiniens. Certes, la nouvelle Autorité Palestinienne (AP) gère les villes et la plus grande partie de la population, mais Israël garde le contrôle de la majorité de l'espace palestinien et, de toutes façons, n'hésite pas à violer les accords signés qui n'ont, pour l'État hébreu, que la valeur de chiffons de papier. L'AP reste plus que jamais dans une position d'infériorité, d'auxiliaire et de collaborateur de l'État colonial. Elle est d'autant plus discrétisée qu'il n'y a pas eu d'élections en Palestine depuis 2007 et que la corruption du clan qui entoure le président, M. Abbas, ne fait que se développer.

Conclusion

Depuis la violente répression de la seconde intifada (2000-2005), la situation du peuple palestinien ne s'est pas améliorée.

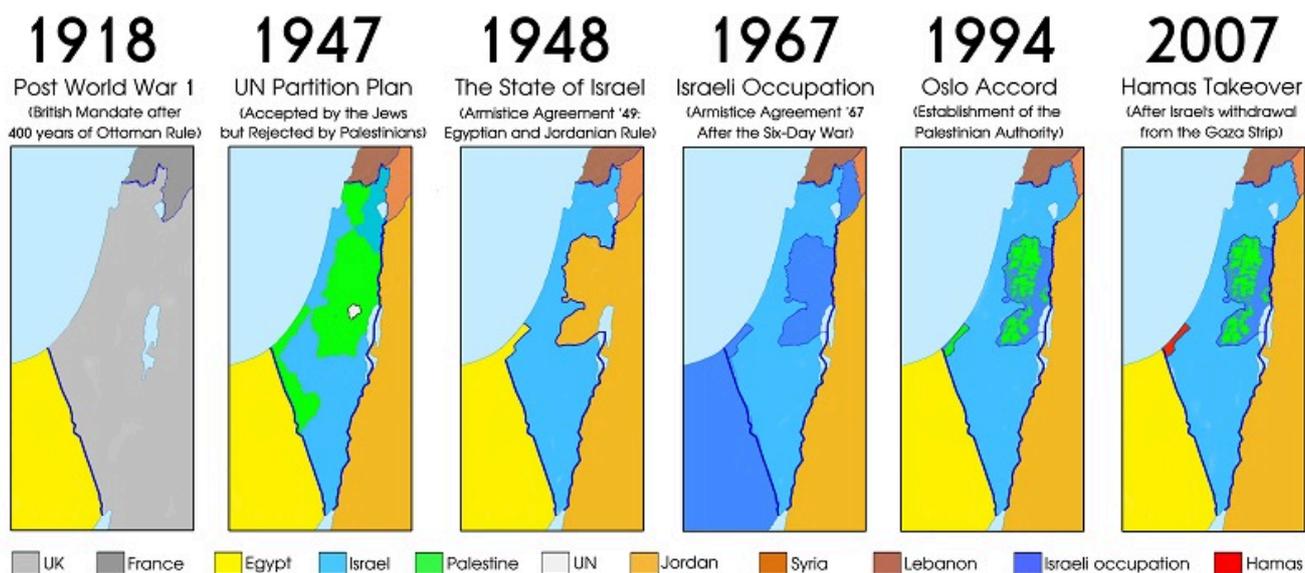
En Cisjordanie, la pression des colons -plus de 700 000 actuellement- n'a fait que s'aggraver, année après année.

Quant à Gaza, le triple blocus, terrestre, maritime et aérien,

fait de cette bande de terre intensément peuplée (2 300 000 hab., soit 6 300 hab./km²), la plus grande prison du monde, le plus grand ghetto de l'histoire. La pression du pouvoir colonial israélien a atteint un tel seuil que l'explosion était devenue inévitable, elle a été particulièrement violente : ses crimes de guerre sont inexcusables et nous les avons condamnés avec force. Mais nous ne pouvons oublier que cette violence a une origine : l'humiliation, la colonisation, la déshumanisation du peuple palestinien depuis la Nakba et l'accélération de ces phénomènes par le blocus de Gaza depuis 2007.

Aujourd'hui, la répression des Forces d'occupation sionistes a atteint un degré encore jamais égalé depuis le début du mandat britannique sur la Palestine ; un génocide est en cours. Jusqu'où le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu est-il capable d'aller ?

Pour lire la première partie : [Palestine-Israël Histoire](#)
[Partie 2 1/2](#)



Historique des frontières Palestine Israël au cours du temps

Bibliographie

Ouvrages

ARIJ (Applied Research Institute -Jerusalem), 2009, *A Geopolitical Atlas of the Occupied Palestinian Territory*, 104 p

Backmann R., 2006, *Un mur en Palestine*, Fayard, 308 p

Blanc P., Chagnollaud J.-P., Souiah S.-A., 2007, *Palestine, la dépossession d'un territoire*, L'Harmattan, 254 p

Enderlin C, 2009, *Le grand aveuglement*, Albin Michel, 380 p

Lebrun C. et Salingue J. (direction), 2013, *Israël, un État d'apartheid ?*, L'Harmattan, 268 p

Picaudou N., 1997, *Les Palestiniens. Un siècle d'histoire*, Éditions Complexe, 336 p

Porteilla, R., Fontaine J., Icard P., Larceneux A. (direction), 2011, *Quel État ? Pour quelle Palestine ?* L'Harmattan, 436 p

Vescovi T., 2020, *L'échec d'une utopie, Une histoire des gauches en Israël*, La Découverte, 368 p

Publications de l'AFPS

Une revue trimestrielle, *Palestine Solidarité* (dernier n° paru en janvier 2024), 32 p, format A4, dans chaque n°, des analyses, des informations sur la Palestine, les mobilisations, une rubrique culturelle... et un dossier thématique (en avril, dossier de 9 pages : vol des terres, stratégie sioniste, confiscation, appropriation, la Nakba continue ...) ; abonnement annuel 12€.

Les cahiers de l'AFPS, une trentaine de cahiers parus entre 2002 et 2020, de 32 à 96 pages (6€).

Quelques exemples :

N° 1 Vidal D., 2014, *Les 25 dates clefs du conflit israélo-palestinien*, (troisième édition), 32 p (4e édition prévue en 2024).

N° 13 Sanbar E., 2004, *La question des réfugiés et le droit au retour*, 2005, 48 p.

N° 22 Fontaine J., 2016, *L'eau, enjeu du conflit israélo-palestinien*, (troisième édition), 96 p.

N° 25 Ravenel B., (direction), 2010, *Jérusalem, désirée*,

disputée, confisquée, 88 p.

N° 28 Bouveret P., 2017, La coopération militaire et sécuritaire France-Israël, 96 p.

N° 29 Al-Husseini J., Léostic C., Mansour S., 2019, Les réfugiés palestiniens au cœur de la question de la Palestine, 96 p.

Autres publications

De Colonizer, 2018, Colonialisme en destru(a)ction, une carte recto-verso, format A0.

Le Monde, 9 au 13 janvier 2024, Israël-Palestine, la guerre sans fin : (articles de Benjamin Barthe, Gilles Paris et Piotr Smolar).

Sites

AFPS : <https://www.france-palestine.org>

Plateforme des ONG pour la Palestine :
<https://plateforme-palestine.org>